

Print

Les véritables enjeux liés aux vaccins contre la COVID-19.

Par [Tony Cartalucci](#)
Mondialisation.ca, 28 août 2020

Url de l'article:
<https://www.mondialisation.ca/les-veritables-enjeux-lies-aux-vaccins-contre-la-covid-19/5648686>



Avant même de débattre de l'efficacité, de la sécurité et de la nécessité des différents vaccins, il faut d'abord comprendre que les grandes Compagnies pharmaceutiques, les plus corrompues du monde, détiennent le monopole sur la recherche, la fabrication de ceux-ci (ainsi que des profits qui en découlent).

Forbes, dans son article intitulé « [9 Pharmaceutical Companies Racing For A COVID-19 Vaccine](#) », fournit une liste des principaux concurrents actuels qui s'affrontent pour développer le premier vaccin COVID-19 de l'Occident.

L'article affirmerait :

Avec plus de 6 millions de cas confirmés de COVID-19 dans le monde et un nombre croissant de cas chaque jour, la course au vaccin COVID-19 bat son plein.

Cet article et bien d'autres sont censés souligner la gravité de la crise du COVID-19 et le besoin désespéré de développer un vaccin pour la combattre.

Dans le cadre de l'opération « Warp Speed »* [une vitesse de distorsion, supraluminique], le ministère de la santé et des services sociaux a alloué environ 10 milliards de dollars pour financer des multinationales pharmaceutiques géantes de plusieurs milliards de dollars – chacune ayant des antécédents de corruption, de manipulation du marché et de fraude financière [manipulation des prix].

Le ministère étatsunien de la santé et des services sociaux est dirigé par Alex Azar, ancien président du géant pharmaceutique Eli Lilly. Il a été accusé de manipuler le prix de l'insuline aux États-Unis et a été condamné à une amende pour cette pratique au Mexique. Politico a rapporté dans son article : « [Le candidat au poste de secrétaire du ministère de la Santé et des services sociaux de Trump a fait grimper les prix des médicaments alors qu'il était chez Eli Lilly](#) » .

Si le COVID-19 était un véritable danger pour la planète, pourquoi le monde occidental a-t-il ainsi fait confiance aux entreprises les plus corrompues du monde ? Pourquoi les gouvernements occidentaux attirent-ils les chefs de départements et de services de ces entreprises ? Pourquoi le développement de ces vaccins se fait-il en secret par des sociétés à but lucratif en utilisant des technologies brevetées plutôt que de permettre une coopération internationale transparente ?

En examinant les exemples de la corruption colossale menée par chacun de ces candidats favorables à l'« Opération Warp Speed », il devient de plus en plus clair que leur participation au développement d'un « vaccin » COVID-19 avec 10 milliards de dollars de l'argent des contribuables est la pierre angulaire d'une longue et sordide histoire de profits. Cela se fait aux dépens des citoyens, avec l'argent de la population, et va jusqu'à affecter la santé de la population.

Les six géants pharmaceutiques de l'Occident les plus corrompus

Six des huit plus grandes sociétés pharmaceutiques se trouvent en Occident. Ci-dessous un tableau présente la liste des géants pharmaceutiques impliqués dans la course pour le développement d'un vaccin COVID-19 (source : le magazine [Forbes, le 16 juin 2020](#)). Ces mégasociétés sont :

- Johnson et Johnson ;
- Pfizer ;
- Moderna ;
- GSK ;
- AstraZeneca et ;
- Novavax.

Les deux autres sociétés pharmaceutiques sont des sociétés chinoises – il est donc très peu probable que les Occidentaux fassent affaire avec ces entreprises chinoises

THE NINE PHARMACEUTICAL COMPANIES AHEAD IN THE COVID-19 RACE					
COMPANY NAME	SYMBOL	COLLABORATION	TYPE OF VACCINE	STAGE OF CLINICAL TRIAL	COUNTRY OF ORIGIN
Johnson & Johnson	JNJ	Both Israel Biologics Medical Center, Biomedical Research and Development Authority (BARDA)	Version of the common cold virus to be delivered in a proprietary polyherpes virus cells to prompt the immune system.	Phase 1	U.S.
Pfizer	PFE	Biotech	mRNA	Phase 1	U.S./Germany
Moderna	MRNA	National Institute of Allergy and Infectious Diseases (NIAID), USA, UK	mRNA	Phase 1	U.S.
AstraZeneca PLC	AZN	Oxford University	Combination of a weaker version of the common cold virus with some genetic material from SARS-CoV-2 virus.	Phase 1	U.K.
GlaxoSmithKline	GSK	Sanoofi (SNY)	Combination of a backbone that produces 2 proteins found in SARS-CoV-2 with an immunological adjuvant.	Phase 1	U.K./France
CanSino Biologics	CSBI (Hong Kong)	Precision NanoSystems	2 Adenovirus type-5 vectored Covid-19 vaccine, 2 mRNA	Phase 1	China
Sinovac	(Shenzhen)	Sinovac (SHVX)	Combination of Sinovac's proprietary inactivated SARS-CoV-2 vaccine candidate, with Sinovac's proprietary adjuvant.	Phase 1	China/U.S.
Novavax	NOVA	NA	In SARS-CoV-2 with the company's proprietary immunogenic technology.	Phase 1	U.S.

Source: CNBC

	Germany	Spain (Germany)	UK	USA
Phase 1	Novartis	Novartis	Novartis	Novartis
Phase 2	Novartis	Novartis	Novartis	Novartis
Phase 3	Novartis	Novartis	Novartis	Novartis

Les six géants pharmaceutiques occidentaux ont toutes des antécédents concernant des pratiques irrégulières et des poursuites judiciaires.

Quatre de ces géants pharmaceutiques ont été condamnés (non pas simplement accusés ou soupçonnés de pratiques irrégulières) et reconnus coupables de délits divers. Pour n'en citer que quelques-uns, ces crimes incluent : la fraude scientifique, la corruption de médecins ainsi que d'organismes de réglementation, de législateurs et même de responsables de l'application des lois, la commercialisation de médicaments destinés aux enfants alors qu'ils n'avaient pas été approuvés par les organismes de Réglementation, et pour avoir eu recours à la publicité trompeuse.

Une des grandes sociétés pharmaceutiques est accusée d'avoir récemment manipulé la bourse dans le cadre de son implication dans l'opération « Warp Speed ». Cette entreprise reçoit des milliards de dollars du gouvernement étasunien, mais elle ne rapporte strictement rien.

Une personne en situation normale ne ferait probablement pas confiance à un criminel condamné pour un crime – récemment libéré de prison – qui se présente à sa porte, puis lui injecte une substance inconnue dans le corps en prétendant qu'elle le protège contre une maladie ou un problème de santé quelconque.

Pourtant, c'est précisément ce que fait l'Occident lorsqu'il retrouve ses manches pour se faire injecter des substances créées par des sociétés pharmaceutiques condamnées à plusieurs reprises pour des crimes extrêmement graves. Ces sociétés pharmaceutiques sont ainsi de véritables criminelles .

La différence, bien sûr, c'est que si un criminel vous aborde dans la rue, vous allez immédiatement appeler à l'aide et déclencher une alarme.

Une société pharmaceutique criminelle donne un « visage humain » à son entreprise par l'intermédiaire de médecins corrompus, avec des blouses blanches et propres, des certificats accrochés sur leurs murs, des salles d'examen professionnelles, bien entretenues et éclairées, des tampons d'approbation des organismes de réglementation gouvernementaux et toutes les autres façades des soins de santé modernes occidentaux . Cette image positive est trompeuse alors qu'elle donne un faux sentiment de confiance et de sécurité aux citoyens [en vantant l'efficacité de leurs médicaments].

Johnson et Johnson : « Cover-up » (et vendre davantage) des produits cancérogènes

Cette entreprise multinationale de plusieurs milliards de dollars, basée aux États-Unis et figurant dans le classement Fortune 500, a fait la une des journaux après que les tribunaux étasuniens aient gagné à plusieurs reprises des procès intentés contre cette société pharmaceutique en alléguant que [sa poudre pour bébés à base de talc provoquent le cancer](#).

NPR, dans son article « [Johnson & Johnson Stops Selling Talc-Based Baby Powder In U.S. And Canada](#) », note que Johnson & Johnson a nié tout préjudice et a même cité divers rapports « prouvant » que sa poudre pour bébé était « sans danger ».

Pourtant, l'article du NPR note (c'est nous qui soulignons) :

Des enquêtes distinctes menées par Reuters et le New York Times en décembre 2018 ont révélé des documents montrant que Johnson & Johnson a lutté pendant des décennies pour que de petites quantités d'amiante soient présentes dans sa poudre pour bébé.

« De 1971 au début des années 2000 au moins, le talc brut et les poudres finies de la société ont parfois été testés **positifs** pour de petites quantités d'amiante, et que les dirigeants de la société, les directeurs de mine, les scientifiques, les médecins et les avocats se sont inquiétés du problème et de la manière de le résoudre **tout en ne le révélant pas** aux autorités de réglementation ou au public », a rapporté Reuters.

NPR conclue l'article en notant (c'est nous qui soulignons) :

Les deux types de poudre continueront à être vendus dans d'autres pays du monde « où la demande des consommateurs pour le produit est sensiblement plus élevée ».

Johnson & Johnson est l'une des rares entreprises à **travailler avec les National Institutes of Health pour développer des options de traitement potentielles pour la pandémie de coronavirus et un vaccin pour COVID-19.**

Malgré les décisions de justice contre Johnson & Johnson et ses propres documents internes admettant les dangers de son produit, elle continue à vendre sa poudre pour bébé dans d'autres pays. Dans ces pays [probablement du Tiers-Monde, NDT], elle a peu de chances d'être poursuivie pour les dommages à la santé causés par ce produit.

En plus d'avoir été reconnu coupable de créer un produit provoquant le cancer – et continuant à le vendre dans certains pays malgré son interdiction de vente aux États-Unis -, Johnson and Johnson a été condamné par la SEC (Securities and Exchange Commission, Commission étasunienne des opérations de bourse) pour corruption systémique à grande échelle.

Sur le site officiel de la SEC, on peut lire dans un rapport intitulé « [SEC Charges Johnson & Johnson With Foreign Bribery](#) » (la SEC accuse Johnson & Johnson de corruption à l'étranger) (c'est nous qui soulignons) :

La Securities and Exchange Commission **a accusé aujourd'hui Johnson and Johnson (J&J) d'avoir violé la loi sur les pratiques de corruption à l'étranger (FCPA) en soudoyant des médecins de santé publique** dans plusieurs pays européens et en versant des pots-de-vin à l'Irak pour obtenir illégalement des contrats.

La déclaration de la SEC a également noté :

La SEC allègue que depuis au moins 1998, des filiales de l'entreprise de produits pharmaceutiques, de produits de

consommation et d'appareils médicaux basée à New Brunswick, N.J. ont versé des pots-de-vin à des médecins publics en Grèce qui ont sélectionné les implants chirurgicaux de J&J, à des médecins de santé publique et des administrateurs d'hôpitaux en Pologne qui ont attribué des contrats à J&J, et à des médecins de santé publique en Roumanie pour qu'ils prescrivent les produits pharmaceutiques de J&J. Les filiales de J&J ont également versé des pots-de-vin à l'Irak pour obtenir 19 contrats dans le cadre du programme « Pétrole contre nourriture » des Nations unies.

Johnson and Johnson – l'une des grandes sociétés pharmaceutiques occidentales à la recherche d'un vaccin COVID-19 voulant éventuellement l'injecter dans votre corps – est une entreprise condamnée pour avoir soudoyé des gouvernements et des médecins afin de promouvoir leurs produits et de leur attribuer des contrats, que ces produits soient efficaces ou non, sûrs ou non, voire nécessaires ou non.

Certains pourraient faire remarquer que cette affaire de la SEC date de 2011 – mais des rapports aussi récents que 2019 indiquent que Johnson et Johnson fait toujours l'objet d'une enquête pour les mêmes pratiques frauduleuses.

Reuters dans son article « [Exclusive : FBI targets Johnson & Johnson, Siemens, GE, Philips in Brazil graft case – sources](#) », notait :

Le FBI étasunien enquête sur les géants Johnson & Johnson, Siemens AG, General Electric Co et Philips pour avoir prétendument versé des pots-de-vin dans le cadre d'un plan impliquant la vente de matériel médical au Brésil, ont déclaré deux enquêteurs brésiliens à Reuters.

Les procureurs brésiliens soupçonnent les sociétés d'avoir acheminé des paiements illégaux à des fonctionnaires pour obtenir des contrats avec des programmes de santé publique dans tout le pays sud-américain au cours des deux dernières décennies.

Johnson and Johnson – des récidivistes – coupables d'avoir soudoyé les personnes censées examiner la sécurité, l'efficacité et même la nécessité des produits de santé – fait une « course » contre la montre pour développer un vaccin COVID-19.

Selon le [site officiel](#) du ministère étasunien de la Santé et des services sociaux, Johnson and Johnson a déjà reçu 456 millions de dollars de fonds du gouvernement étasuniens pour soutenir la recherche pour le développement d'un vaccin COVID-19.

Pfizer : Soudoyer les autorités gouvernementales pour l'approbation des médicaments

Le Washington Post, dans un article de 2012 intitulé « [Pfizer accepte de payer 60 millions de dollars pour régler une affaire de corruption étrangère](#) », rapportait (c'est nous qui soulignons) :

Pfizer Inc. a accepté mardi de payer 60 millions de dollars pour régler des **accusations selon lesquelles certaines de ses filiales étrangères auraient soudoyé des médecins et des responsables de la santé** afin d'obtenir l'approbation réglementaire des médicaments de la société et de stimuler les ventes dans ces pays.

L'article du Washington Post a clairement souligné que Pfizer a soudoyé les médecins pour qu'ils utilisent un de leur produit qui est une « injection ». Cependant le Washington Post et la plainte officielle de la SEC ([22 pages, PDF](#)) ont refusé de mentionner quels étaient les produits impliqués dans un racket de corruption opérant dans plus d'une douzaine de pays dans le monde, de l'Europe de l'Est à l'Asie de l'Est.

Plus récemment, FiercePharma rapportait dans son article de 2018, « [Pfizer se joint à l'enquête du DOJ sur les allégations de corruption des pharmaciens finançant les terroristes irakiens](#), »

Les enquêtes du ministère de la Justice font suite à une action en justice, intentée l'automne dernier, dans laquelle des vétérans et leurs familles ont accusé Pfizer, AstraZeneca, Roche et Johnson & Johnson de verser des pots-de-vin pour gagner des marchés du ministère irakien de la Santé à une époque où celui-ci était contrôlé par des terroristes.

Bien entendu, Johnson & Johnson et AstraZeneca sont également en concurrence avec Pfizer pour un vaccin COVID-19 avec l'aide financière de milliards de dollars des contribuables étasuniens.

Pfizer – comme Johnson et Johnson – a un modèle bien établi de corruption des personnes mêmes qui, au sein du gouvernement et du secteur national de la santé, sont chargées de garantir la sécurité, l'efficacité et même la nécessité des produits fabriqués par des sociétés comme Pfizer. Au lieu de cela, Pfizer les paie et, bien qu'elle se soit fait prendre à plusieurs reprises, la société se trouve confrontée à ce qui est essentiellement une « tape sur la main » et elle est autorisée non seulement à poursuivre ses activités, mais aussi à continuer son activité de corruption.

Selon l'article de FoxNews, « [Pfizer recevra 2 milliards de dollars pour le vaccin contre le coronavirus dans le cadre de l'opération « Warp Speed](#) », Pfizer recevra jusqu'à 1,95 milliard de dollars de fonds du gouvernement étasunien pour le candidat-vaccin COVID-19.

Moderna : Les maîtres de la manipulation boursière

Moderna n'a pas encore fabriqué de produits pour soudoyer les médecins et les autorités de réglementation afin de sensibiliser le grand public, mais elle espère que son candidat vaccin COVID-19 sera le premier.

Et déjà, Moderna est accusée de manipuler le marché boursier dans le cadre de ses efforts pour y parvenir.

CBS News, dans son article « [Watchdog urges SEC to investigate vaccine maker Moderna](#) », en faisait mention :

...les inquiétudes se concentrent sur les activités de délit d'initié chez Moderna après que la société ait annoncé le mois dernier des résultats positifs dans les essais de la phase 1 de son vaccin contre le coronavirus. La nouvelle a fait monter le cours de l'action de la société de 30 % à un niveau record de 87 dollars. Dans les jours qui ont suivi l'annonce, le PDG de Moderna, d'autres cadres et des fonds contrôlés par le président de son



conseil d'administration ont vendu pour environ 90 millions de dollars d'actions de la société.

L'article note également :

« Les preuves suggèrent que Moderna et au moins deux de ses dirigeants, peut-être parmi d'autres, ont peut-être exploité de manière inappropriée les craintes liées aux coronavirus pour augmenter la valeur de la société, ainsi que leurs propres comptes bancaires », a écrit Herrig [responsable de Accountable.us].



Moderna est devenue la pièce maîtresse de l'opération « Warp Speed » du gouvernement étasunien dirigée par Moncef Slaoui. Ce dernier n'a rejoint le conseil d'administration de Moderna qu'en 2017 et n'a quitté Moderna qu'en mai 2020, un mois après l'annonce de l'opération « Warp Speed » et après s'être débarrassé avec succès des actions de Moderna, soupçonnées de manipuler le marché.

Selon le [site officiel](#) du ministère étasunien de la Santé et des services sociaux, Moderna a déjà reçu 483 millions de dollars de fonds du gouvernement étasunien pour son candidat-vaccin contre la COVID-19.

GlaxoSmithKline (GSK) : Coupable de la plus grande fraude aux soins de santé de l'histoire de l'humanité

Moncef Slaoui de Moderna, qui manipule le marché, avait auparavant travaillé pendant trente ans chez GlaxoSmithKline (GSK), quittant le géant pharmaceutique en 2017 – la même année où il a rejoint Moderna. Il est toujours – à ce jour – [selon le Washington Post](#), « président de Galvani, une société de bioélectronique appartenant à GSK ».

GSK est peut-être le pire des cas de corruption – ou du moins, le plus fréquemment cité en exemple.

Cette société pharmaceutique est condamnée – non pas accusée ou soupçonnée – mais *reconnue coupable* des plus grandes fraudes dans le domaine de la santé humaine de l'histoire de l'humanité.

Il s'agit notamment de la plus grande fraude de l'histoire des États-Unis dans le domaine de la santé humaine – où il cherche à développer et à distribuer son vaccin COVID-19 avec l'aide de centaines de millions de dollars des contribuables étasuniens.

L'agence Reuters rapportait dans un article de 2012 intitulé « [GlaxoSmithKline règle une affaire de fraude aux soins de santé pour 3 milliards de dollars](#) » (c'est nous qui soulignons) :

GlaxoSmithKline Plc a accepté de plaider coupable à des accusations criminelles de délit et de payer 3 milliards de dollars pour régler ce que les responsables du gouvernement ont décrit lundi **comme la plus grande affaire de fraude dans le domaine de la santé de l'histoire des États-Unis**.

Les détails de ce scandale sont épouvantables. Reuters explique (c'est nous qui soulignons) :

GSK a ciblé l'antidépresseur Paxil sur les patients de moins de 18 ans alors qu'il était approuvé pour les adultes uniquement, et a vendu le médicament Wellbutrin pour des utilisations pour lesquelles il n'était pas approuvé, y compris la perte de poids et le traitement des dysfonctionnements sexuels, selon une enquête menée par le ministère étasunien de la Justice.

La société s'est donné beaucoup de mal pour promouvoir le médicament, notamment en distribuant un article trompeur dans une revue médicale et en fournissant aux médecins des repas et des soins thermaux qui équivalaient à des pots-de-vin illégaux, ont déclaré les procureurs.

Dans un troisième cas, GSK a omis de fournir à la Food and Drug Administration étasunienne des **données sur la sécurité** de son médicament contre le diabète Avandia, en violation de la loi américaine, ont déclaré les procureurs.

Cibler les enfants avec des médicaments approuvés pour les adultes seulement. Promouvoir les médicaments par des articles trompeurs dans des « revues médicales » et soudoyer les médecins pour promouvoir leurs produits. Ne pas fournir à la FDA étasunienne les données de sécurité concernant ses médicaments.

C'est ce qui a valu à GSK *d'être condamnée et a reçu une amende* par le gouvernement étasunien lui-même.

GSK participe maintenant au développement d'un vaccin COVID-19 grâce à des fonds du gouvernement étasunien.

Qui peut dire que GSK s'abstiendra cette fois-ci de soudoyer les médecins et de truquer les revues médicales ? Qui peut dire que GSK fournira cette fois-ci toutes ses données de sécurité à la FDA étasunienne ? Comment a-t-elle réussi à se qualifier de partenaire fiable pour cette opération prétendument cruciale dès le début ?

Les abus de GSK ne se limitent pas non plus à l'Amérique du Nord.

La BBC le mentionne dans son article de 2014, « [GlaxoSmithKline a été condamné à une amende de 490 millions de dollars par la Chine pour corruption](#) » :

La Chine a condamné la firme pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline à une amende de 490 millions de dollars (297 millions de livres sterling) après qu'un tribunal l'ait déclarée coupable de corruption.

Cette amende record fait suite à des allégations selon lesquelles le géant de la pharmacie aurait versé des pots-de-vin à des médecins et des hôpitaux afin de faire la promotion de leurs produits.

Selon l'article du Financial Times, « [GSK admet le scandale de la corruption en Chine en 2001](#) », cette corruption et ces pots-de-vin se sont étendus à l'unité de vaccins de GSK en particulier.

Un autre article du Financial Times, « [La police accuse le chef de GlaxoSmithKline Chine d'avoir « ordonné » des pots-de-vin](#) », souligne que GSK a même tenté de soudoyer la police pour mettre fin à son enquête.

Le Financial Times a fait un rapport (c'est nous qui soulignons) :

Selon le responsable, la filiale chinoise de la société a mis en place plusieurs unités internes avec des noms de code comme « opération Grande Muraille » et « opération dragon volant », spécifiquement pour corrompre les médecins et les fonctionnaires du gouvernement.

Il a également déclaré qu'en 2012, alors que l'entreprise était sous la surveillance des autorités, M. Reilly et deux subordonnés chinois ont mis en place une « équipe de gestion de crise » pour corrompre les agents des forces de l'ordre de l'administration industrielle et commerciale chinoise. L'objectif était de les convaincre d'arrêter une enquête sur les activités illégales de la société, a déclaré le fonctionnaire.

Le racket de corruption de GSK semble s'étendre à l'Europe également. Le London Guardian dans son article, « [GlaxoSmithKline accusé de soudoyer des médecins en Pologne](#) », rapportait :

L'équipe de lutte contre la fraude en Pologne, le bureau central de lutte contre la corruption, a déclaré lundi que 13 personnes avaient été accusées en relation avec des allégations de corruption de médecins pour promouvoir le Seretide, médicament de GSK contre l'asthme.

Non seulement GSK mène un racket de corruption à l'échelle mondiale dans pratiquement tous les pays où elle est présente, mais son unité de vaccins a été spécifiquement impliquée.

Bien que GSK ait littéralement établi des records de fraude dans le domaine des soins de santé sur plusieurs continents – GSK reste en activité. De plus pour ceux qui quittent l'entreprise – comme Moncef Slaoui de Moderna qui dirige maintenant l'« Operation Warp Speed » du gouvernement étasunien – la corruption continue. Cette dernière est manifestement le principal pilier sur lequel la grande industrie pharmaceutique est construite. C'est un processus que nous pouvons clairement voir en observant toutes les facettes de l'« Operation Warp Speed ».

Selon l'article de Business Insider, « [Le vaccin contre le coronavirus de Sanofi et GlaxoSmithKline recevra jusqu'à 2,1 milliards de dollars de l'opération Warp Speed](#) », GSK recevra jusqu'à 2,1 milliards de dollars de fonds du gouvernement étasunien pour son candidat vaccin COVID-19.

AstraZeneca : Corruption de médecins, de fonctionnaires et même de terroristes

AstraZeneca – une autre société qui développe son propre candidat-vaccin COVID-19 avec un financement du gouvernement étasunien – est coupable – non pas soupçonnée ou accusée – mais coupable de corruption dans plusieurs pays et la société a été condamnée par le gouvernement étasunien lui-même.

Reuters dans son article, « [AstraZeneca va payer 5,52 millions de dollars pour résoudre le cas de corruption étrangère de la SEC](#) », rapportait :

Les régulateurs étasuniens ont déclaré mardi qu'AstraZeneca Plc (AZN.L) paiera 5,52 millions de dollars pour résoudre une enquête sur la corruption étrangère concernant des paiements indus effectués par son personnel de vente et de marketing à des fonctionnaires de la santé publique en Chine et en Russie.

L'article explique plus en détail (c'est nous qui soulignons) :

Dès 2005, le personnel de vente et de marketing de ces pays **a offert des cadeaux, un soutien aux conférences, des voyages, de l'argent et d'autres avantages aux prestataires de soins de santé employés par l'État pour acheter ou prescrire les produits de la société**, a déclaré la SEC.

La filiale chinoise de la société a également **payé des honoraires de conférenciers aux prestataires de soins de santé, parfois pour des engagements** « totalement fabriqués », et en 2008, a payé des fonctionnaires locaux pour obtenir des réductions ou des licenciements des sanctions financières proposées auxquelles elle était confrontée, a déclaré la SEC.

Plus récemment, FiercePharma a rapporté dans un article de 2018 intitulé « [Le ministère de la Justice enquête sur les allégations selon lesquelles AstraZeneca aurait soudoyé des terroristes irakiens pour obtenir des contrats](#) » (c'est nous qui soulignons) :

L'année dernière, plus de 100 vétérans ont intenté un procès à la bombe contre plusieurs fabricants de médicaments, alléguant qu'ils **finançaient le terrorisme en versant des pots-de-vin pour remporter des contrats avec le ministère irakien de la santé**. Le ministère de la Justice enquête actuellement sur des allégations similaires, selon un dossier d'AstraZeneca qui dit faire partie de l'enquête.

Comme mentionné précédemment, AstraZeneca a été interrogée en même temps que deux autres sociétés pharmaceutiques travaillant sur les vaccins COVID-19 financés par le gouvernement étasunien, dont Johnson et Johnson et Pfizer.

Selon le [site officiel](#) du ministère étasunien de la Santé et des services sociaux, AstraZeneca a déjà reçu 1,2 milliard de dollars de fonds du gouvernement étasunien pour son candidat-vaccin COVID-19.

Novavax : Des milliards de dollars entrent, rien ne sort

Novavax – comme Moderna – n'a rien fait en plus de 30 ans d'histoire. Sur sa propre page web, sous « [Our Pipeline](#) », elle a 9 vaccins en cours de développement – dont aucun n'a été mis sur le marché.

Il s'agit de « vaccins » contre le SRAS, le MERS, le virus Ebola, la grippe saisonnière et, plus récemment, le COVID-19.

Le pire résultat possible sera que ces sociétés criminelles développent un « vaccin » et que leurs représentants au sein du gouvernement étasunien forcent le public à le prendre – un vaccin qui pourrait contenir n'importe quoi et éventuellement nuire à la santé publique.

Un tel « vaccin » COVID-19 serait produit par des sociétés dont nous savons avec certitude qu'elles ont couvert des produits mortels qu'elles ont vendus au public pendant des décennies – et qu'elles vendent encore aujourd'hui à l'étranger.

Il s'agit de sociétés qui ont été condamnées pour avoir menti sur la sécurité et l'efficacité de leurs produits et pour avoir dissimulé des données de sécurité aux autorités de réglementation. Ce sont des entreprises qui ont délibérément fait passer des produits pharmaceutiques pour les adultes sur des enfants sachant pertinemment qu'il n'y avait pas d'autorisation réglementaire pour le faire.

Ce sont également des entreprises qui ont été condamnées pour avoir soudoyé les autorités de réglementation afin qu'elles approuvent leurs produits.

Les organismes de réglementation approuvent ces produits, qu'ils soient sûrs ou non, qu'ils soient efficaces ou non, qu'ils soient même nécessaires ou non, simplement parce qu'ils ont été payés pour le faire.

Si un vaccin COVID-19 – ou tout autre vaccin d'ailleurs – était vraiment une question de protection de la santé humaine – leur recherche, leur développement, leur distribution et leur financement seraient effectués publiquement, ouvertement, de manière transparente et en collaboration avec le monde entier.

Cela ne concerne pas seulement le pire côté de l'industrie étasunienne et européenne, ces géants pharmaceutiques détiennent un monopole sur le processus de développement d'un vaccin. Pourtant les médias ont rapporté leurs crimes après avoir été commis. Ces sociétés ont trompé le grand public et gagné des milliers de dollars. Ce monopole pharmaceutique concerne également le système politique dans les pays occidentaux, où les « représentants élus » sont aux ordres de l'industrie, et non aux ordres des peuples du monde – soumis aux abus des grandes sociétés pharmaceutiques.

C'est une réalité qui – jusqu'à ce qu'elle change – devrait être au centre du « débat sur les vaccins ». Peu importe que les vaccins soient efficaces ou non, que les personnes qui les fabriquent soient des criminels qui ne sont aucunement préoccupés pour la santé humaine, qui mentent sur leur innocuité et leur efficacité. Plus la population devient malade et a peur [du virus], plus les géants pharmaceutiques peuvent faire des profits [avec un vaccin].

Tony Caratalucci

*« *L'Opération Warp Speed est un partenariat public-privé, initié par le gouvernement fédéral des États-Unis, pour faciliter et accélérer le développement, la fabrication et la distribution de vaccins, de produits thérapeutiques et de diagnostics COVID-19. Il a été introduit par l'administration Trump début avril 2020.* » [Wikipédia \(anglais\)](#)

Toutes les images de cet article proviennent de LDR, sauf indication contraire

Article original en anglais :



[The Real Problem with COVID-19 Vaccines](#)

Cet article a été publié initialement par [Land Destroyer Report](#).

Traduction par Maya pour [Mondialisation](#).

Note aux lecteurs : veuillez cliquer sur les boutons de partage ci-dessus ou ci-dessous. Faites suivre cet article à vos listes de diffusion. Publiez cet article sur votre site de blog, vos forums Internet, etc.

Tony Cartalucci est un collaborateur régulier de *Global Research*.

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Copyright © Tony Cartalucci, Mondialisation.ca, 2020